Notre amie Laurence De Cock du collectif Aggiornamento Histoire géographie a été auditionnée au Sénat par la commission d'enquête. Retour sur cette intervention éclairante :

… Et sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession"

Jeudi 7 mai, j'ai été auditionnée par la commission sénatoriale au très long intitulé rappelé ci-dessus. Peu prompte à jouer le jeu d'une enquête qui comporte en son titre déjà les principaux éléments de sa conclusion, je m'y suis pourtant rendue contrainte par le devoir républicain auquel nul ne peut se soustraire comme le rappelle la loi. Ce fut finalement l'opportunité d'un rappel de nos positions et celle de lancer quelques pistes pour une pédagogie de l'histoire soustraite aux débats nauséabonds qui sévissent actuellement sur les programmes.

Vous trouverez ci-dessous la trame de mon intervention. Toutes les auditions étant rendues publiques, vous pourrez également visionner l'ensemble de la séance sur le site du sénat . Après ma présentation se sont ensuite enchaînées quelques questions. Certaines ont témoigné sans grande surprise d'un véritable dialogue de sourds. D'autres ont montré quelques ouvertures. J'y fais quelques propositions notamment en matière de formation des enseignants. Les lignes sont très lentes à bouger et il va de soi que nous n'adopterons pas la temporalité politicienne pour nous caler sur le temps de la réforme.

Finalement, l'écho qu'elle aura dans le rapport final est une question très secondaire. Pour moi, cette audience servira celles et ceux qui y puiseront possiblement quelques ressources pour leur travail au quotidien.

Laurence De Cock

1) Constats et prises de position publiques du collectif Aggiornamento histoire-géographie :

Aggiornamento hist-géo est un collectif composé de quelques dizaines d'enseignants d'histoire-géographie essentiellement du secondaire, collèges et lycées, mais aussi à cheval sur l'université ou pleinement universitaires. Toutes et tous nous sommes soucieux d'une réflexion sur un Aggiornamento de l'enseignement de l'histoire-géographie, à savoir une mise à jour des enjeux et des finalités de cet enseignement, dans une perspective historique et contemporaine.

Nous avons été amenés à de multiples prises de position sur les différentes polémiques, fréquentes, vives sur l'enseignement de l'histoire mais aussi sur l'école en général, ses missions, ses routines, ses dysfonctionnements et ses réussites.

A ce titre, l'immédiat post-Charlie nous a considérablement interpelés, d'abord comme tout le monde humainement et politiquement, mais aussi professionnellement par le procès qui a immédiatement fait à l'école ; une école mise en cause notamment dans ses supposées incapacités à faire partager les valeurs de la république, surtout dans les quartiers populaires dans lesquels beaucoup d'entre nous travaillent.

C'est aussi de ce diagnostic qu'est née cette commission qui souhaite interroger l'école et les jeunes sous l'angle de leurs « pertes de repères républicains" C'est une formulation curieusement définitive pour une enquête et je partage les quelques doutes sur l'intitulé du diagnostic que certains, avant moi, ont mentionné déjà ici-même.

Quoi qu'il en soit, nous avons décidé de collecter, à chaud, une soixantaine de témoignages d'un

immédiat « après-Charlie » dans les classes. Nous en avons fait un article qui a été fort relayé médiatiquement, y compris internationalement. Or, ce qui ressort de ces témoignages n'est pas l'indicateur d'une perte de repères républicains mais d'abord d' inquiétudes :

Celle des élèves, qui a même confiné à la peur chez certains ; peur basique d'un enfant de la violence terroriste d'abord ; angoisse aussi plus diffuse d'être ciblé comme potentiellement dangereux du fait, pour certains, de la conscience qu'ils ont d'un racisme réel souvent étouffant dans la société française.

Celle des enseignants maintenant : une peur d'années entières de travail qui s'effondrent ; une peur d'une énième mise en accusation injuste ; une peur professionnelle enfin devant le défi pédagogique : comment gérer ça ? Comment se saisir d'une urgence pédagogique quand on est soi-même en proie à une très forte émotion

Les témoignages relatent ces impuissances, ces improvisations, ces mécanismes de rationalisation pédagogiques qui ont émaillé nos réactions. Ils montrent la variété de nos démarches : du silence, aux larmes, aux contournements, aux affrontements.

Ils montrent en réalité notre quotidien de pédagogues confrontés à des situations d'exception et démunis face à l'inanité des discours et des outils fournis dans l'urgence par une institution elle-même déconnectée et qui nous a semblé davantage mue par des impératifs de communication que d'action.

L'enseignement est aussi ce quotidien de tâtonnements, d'échecs et de réussites qui n'est pas si facilement quantifiable, observable, ou même évaluable.

Oui, Il y a eu des minutes de silence non respectées, des contestations, des situations pédagogiques troublées par la violence et l'incompréhension mais, outre le flou des statistiques, il y a aussi eu la construction médiatique et politique d'un modèle explicatif de ces dysfonctionnements qui a fait ré-émerger la question de la laïcité dans l'espace public comme un problème à résoudre de toute urgence, et comme le préalable à une solution de sortie de crise.

Nous ne nous sommes pas reconnus dans ce modèle explicatif et, pour tout dire, nous identifions chez nos élèves un profond attachement à la République – seul régime politique qu'ils ont connu du reste depuis qu'ils sont nés – et plutôt une frustration attisée par le syndrome de l'abandon plutôt que du rejet.

Mais nous reconnaissons en effet que l'école a de sérieuses difficultés à surmonter qui étaient déjà là bien avant ces funestes attentats.

Je me m'étendrai pas dessus tant la plupart ont déjà été inventoriées par celles et ceux qui m'ont précédée ici :

décrochage de l'école française dans le classement PISA,
blocage de l'ascenseur social,
la disparition puis pâle réapparition de la formation initiale des enseignants ;
la maigreur de l'offre en formation continue,
la difficulté de recrutement des enseignants avec en primaire une Seine-Saint –Denis laissée à l'abandon,
une disqualification sociale du métier,
des conditions de travail de plus en plus difficiles en situation d'austérité etc.
Bref, le métier va mal, et la laïcité n'est vraiment pas le premier de ses problèmes, voilà le diagnostic de terrain, et collectif que nous avons été amenés à faire.

C’est ce qui nous a menés à quelques prises de positions publiques appelant à laisser du temps car, comme le soulignait ici récemment Philippe Meirieu, l’école doit être à nos yeux l’espace d’une temporalité de l’objectivation lente des faits ; de l’apaisement des situations de crise et non pas le réceptacle de l’urgence et du drame.

2) Tous ces constats rejoignent des préoccupations plus personnelles liées à mes recherches sur l’histoire et son enseignement

Puisqu’il en va cependant ici de « pertes de repères », je peux faire mienne l’expression de « perte de repères » mais je qualifierais ces derniers de « politiques » et « historiques » et non de républicains.

Les repères historiques ne consistent pas à réciter par cœur un inventaire de dates, de grands évènements et de grands personnages.

Le repère historique, c’est la capacité de s’inscrire dans l’histoire ; et cela passe par la nécessité de s’y autoriser

La condition d’acteur/actrice repose sur la prise de conscience de sa capacité d’action. Et celle d’acteur politique, repose sur le désir de participer à un projet collectif

Cela implique la conviction que d’autres avant eux l’ont fait, et surtout que ce ne fut pas vain.

C’est une pédagogie de l’émancipation.

Mesdames et Messieurs les sénateurs et sénatrices, l’enseignement de l’histoire doit permettre à tous les enfants et adolescents de ce pays, quels que soient leur sexe, et leurs appartenances sociales et culturelles, de connaître les actions des hommes et des femmes anonymes qui les ont précédés.

En misant sur l’extraordinaire et la croyance (personnages et évènements sélectionnés pour la postérité), l’histoire scolaire se trompe ; elle croit vendre du rêve quant elle ne distribue que des désillusions et participe à fabriquer de la passivité.

Vous parliez souvent de nation et de patrie depuis le début de ces auditions Mr Grosperrin en déplorant la disparition de leur enseignement. Mais elles existent encore ; et restent la trame des programmes ; bien-sûr plus sous la forme désormais surannée de la troisième république, mais toujours en toile de fond, en matrice identitaire puisque l’histoire scolaire vise encore à fabriquer du sentiment d’appartenance quand il faudrait qu’elle mise sur la désaffiliation, seul préalable à une adhésion raisonnée et non subie.

Nous en sommes loin, et nous sommes même à un point où certains élèves, pris dans l’injonction de multiples appartenances, ne prennent le discours scolaire que comme l’une d’elles, et la moins intéressante.

Pire encore, cela se traduit dans certaines classes par au mieux un détachement, au pire une défiance vis à vis de la chose publique. Tout cela c’est « L’Etat », et l’Etat est une sorte d’excroissance bien périlleuse dont il faut se tenir bien à l’écart. C’est là qu’en place de l’esprit critique s’installe le syndrome de la conspiration.

La solution passe donc par une véritable pédagogie de la critique. Elle convoque une éthique du débat et une quête de vérité. Elle n’est donc pas confrontation d’opinions contradictoires et relativisme mais construction d’argumentaires raisonnés en vue d’administration de la preuve.

La laïcité peut-elle faire l’objet d’une pédagogie de la critique ? Oui, à condition d’enseigner son histoire, d’enseigner les conflits qui ont jalonné ses définitions ; à condition de rappeler que la laïcité est un principe d’organisation politique en perpétuelle négociation et que le consensus ne peut se faire sur le dos d’une catégorie de population.

La république peut-elle être l’un d’eux ? Oui, à condition de rappeler qu’il y en a eu 4 avant celle-ci ; que, là encore, c’est dans la pluralité des expériences républicaines que les hommes et les femmes ont testé – et se sont parfois battus pour – les principes et valeurs à partir desquels ils souhaitaient faire société ;

A condition enfin de rappeler également que derrière cette liberté, égalité, fraternité, se cache un autre concept politique quelque peu délaissé ces derniers temps et qu’il serait intéressant de ressaisir : la démocratie.